

COMMENT CERTAINS RÉPUBLICAINS ENTENDENT BIEN NE PAS FAIRE LA RÉPUBLIQUE...

Pensiero e Volontà - 15 novembre 1924

Sous le titre «*Comment se fera la république*», l'organe républicain *La Bandiera* de Rome écrivait dans son premier numéro:

«Les républicains ne veulent pas imposer leurs idées par la violence ou la brutalité. Ils veulent convaincre le peuple que la république saura résoudre les problèmes les plus graves de la vie économique, politique et sociale de l'Italie d'aujourd'hui.

Pas d'émeutes sans but. Pas de violences contre les personnes. Pas de dictature des politicards ou des puissants.

Les républicains soutiennent que le peuple doit élire une Assemblée constituante composée de représentants de toutes les classes, de toutes les idées, de toutes les tendances, de tous les intérêts. C'est la Constituante qui décidera de la façon dont l'Italie devra être organisée: si elle doit être une monarchie ou une république! C'est la Constituante qui donnera les lois fondamentales de la nouvelle vie italienne.

Oui, grâce à une confrontation courtoise de toutes les tendances qui existent dans notre Pays; oui, grâce à cette manière courtoise de décider.

C'est bien ainsi qu'ont procédé tous les peuples qui ont voulu clore une période douloureuse de leur vie.

Que les citoyens italiens qui pensent sérieusement au bien de la patrie sachent bien qu'il n'y a pas d'autre voie pour épargner à l'Italie de nouvelles luttes et de nouvelles ruines».

Quant à nous, nous voudrions savoir si ce programme a ou non l'accord des républicains, de ceux du parti officiel et de ceux qui sont en dehors du parti, des anciens républicains et des nouveaux républicains.

Cette question est peut-être indiscrette mais elle sera certainement bientôt d'actualité, maintenant que la République apparaît comme une solution possible à la crise italienne, et certainement pas la pire.

Nous ne sommes pas républicains, c'est bien connu. Mais comme nous sommes irréductiblement antimonarchistes, il nous importe de savoir s'il y a en Italie des républicains qui veulent vraiment faire la République, ou s'il s'agit seulement de républicains en paroles qui finiront les uns après les autres comme les Cappa et les Barzilai.

Parce qu'il nous semble évident que, si la République devait se faire comme le veut *La Bandiera*, non seulement elle ne se ferait pas, mais en plus, ce serait rendre un signalé service à la monarchie.

Il nous suffirait pour le démontrer de reprendre les thèmes que les républicains eux-mêmes développent quand ils font leur propagande. A ceux qui disent que la monarchie est nécessaire parce que le peuple n'est pas encore assez éduqué, ils répondent, comme le faisait leur maître Mazzini, que la monarchie n'éduque pas mais corrompt au contraire; que c'est la République qui fera les républicains et que c'est la liberté qui permet d'acquérir le besoin, le goût, la capacité d'être libre. Et de fait, après bientôt soixante ans de monarchie constitutionnelle, nationale, libérale, etc..., il y a moins de républicains en Italie que dans la décade 1860-1870, et en particulier moins d'esprit républicain.

Et voilà que ces républicains découvrent ou espèrent qu'une Assemblée composée de «*représentants de toutes les classes, de toutes les idées, de toutes les tendances, de tous les intérêts*» donnerait la république à l'Italie!... Et du reste, ils sont tout prêts à se soumettre à la monarchie si la Constituante en décidait ainsi.

N'est-il pas plutôt à prévoir que dans une Assemblée constituée comme le dit le programme de *La Bandiera*, ce qui triompherait, ce seraient les intérêts les plus puissants, les tendances qui heurtent le moins l'hostilité au changement et le penchant naturel des gens pour une vie tranquille, ainsi que les partis qui ont la force armée derrière eux et les classes qui possèdent la richesse et le savoir?!

Par ailleurs, n'est-il pas certain qu'une Assemblée élue, même sans violences matérielles, dans les conditions morales et économiques qui sont celles du peuple italien aujourd'hui, serait loin de représenter en toute équité toutes les idées et tous les intérêts? Et qu'elle serait, dans sa très grande majorité, composée de propriétaires, de prêtres, d'avocats et de politicards, et ne représenterait en vérité que les intérêts de ceux qui jouissent déjà de tous les privilèges économiques et politiques?

Dans quel manuel d'Histoire ces républicains ont-ils bien pu voir que «*c'est bien ainsi qu'ont procédé tous les peuples: ils ont clos une période douloureuse de leur vie grâce à une confrontation courtoise*»?... à moins que, par confrontation courtoise, ils n'entendent les coups de fusil, les attentats, les pronunciamientos militaires et autres plaisirs du genre!

Non! Que nos amis républicains en soient bien persuadés; s'ils veulent faire la république, ils doivent la faire de force parce que la monarchie ne partira pas tout bonnement pour leur faire plaisir et parce que les classes possédantes ne voudront pas de leur plein gré, si elles n'y sont pas contraintes, courir le risque d'un bouleversement radical qui pourrait mettre leur situation en danger.

Mais vous, les anarchistes, est-ce que vous ne répétez pas sans arrêt que vous n'entendez pas imposer l'anarchie par la force? Ainsi donc, il faudrait imposer la république alors que l'anarchie, elle, serait fondée sur le libre accord? - Il nous semble les entendre d'ici!

C'est exactement cela.

Nous voulons, par la force, abattre la force qui nous opprime; c'est par la force que nous voulons conquérir la liberté qui nous est arrachée par la force; mais une fois que nous serons libérés et que nous aurons aidé les autres à se libérer, nous n'entendons imposer à personne nos idées, pas plus que nos méthodes et c'est sur la propagande et sur l'exemple que nous comptons pour réaliser partout l'Anarchie.

Nous voulons en finir avec l'État, et nous avons le droit de demander et d'exiger une liberté totale pour nous parce que nous laissons aux autres une liberté totale.

Vous les républicains - et c'est valable pour tous les partis autoritaires - vous voulez constituer un État: vous devez donc utiliser la violence non seulement pour abattre la force matérielle qui soutient les institutions en vigueur, comme nous, mais encore pour imposer vos propres institutions.

Les communistes, eux, parlent au moins clairement et ils peuvent donc agir en conséquence: ils ne reculent devant aucune violence, aucune brutalité pour imposer leurs volontés; ils nient ainsi la liberté et ils établissent la tyrannie - et le privilège par voie de conséquence.

Mais ceux qui veulent constituer un État tout en disant qu'ils ne veulent pas imposer leurs idées, ceux-là sont en pleine contradiction. Vouloir constituer un État sans violence, avec le libre consentement de tous, c'est chimérique... ou c'est de l'hypocrisie.

Errico MALATESTA.
